



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la Coordination et du Soutien
Interministériels
Bureau de l'environnement

Installations Classées
pour la Protection de l'Environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° E 357 du 16 MARS 2026
portant prolongation de l'Enregistrement
d'une installation de stockage de déchets inertes
Située au lieu-dit « Fief Malbâti » à Niort
exploitée par la SA Carrières KLEBER MOREAU

Le préfet des Deux-Sèvres
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7 et R.512-46-1 à R.512 46-30 ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret n° 2004-723 du 30 juillet 2025 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER, en qualité de sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales (article L.512-7) du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° E82 du 12 mars 2018 portant enregistrement de l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes au lieu-dit « Fief Malbâti » sur la commune de Niort, par la SAS EUROVIA Poitou-Charente-Limousin ;

Vu l'arrêté préfectoral n° E218 du 4 janvier 2022 relatif à la prolongation de la durée d'exploitation de l'installation de stockage de déchets inertes au lieu-dit « Fief Malbâti » sur la commune de Niort, par la SAS EUROVIA Poitou-Charente-Limousin ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant n° E272 du 25 août 2023 transférant à la SA Carrières KLEBER MOREAU, domiciliée au 2 route de Niort, 79310 Mazières-en-Gâtine l'exploitation du site ;

Vu la demande transmise le 11 février 2026 de prolongation de l'autorisation d'exploitation de l'installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) « Fief Malbâti » ;

Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 3 mars 2026;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis à la SA Carrières KLEBER MOREAU en l'invitant à formuler ses observations dans le délai de 15 jours ;

Vu la réponse de l'exploitant en date du 12 mars 2026 mentionnant n'avoir aucune observation à formuler ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° E218 du 4 janvier 2022, transféré par récépissé de changement d'exploitant n°E272 du 25 août 2023 à la SA Carrières KLEBER MOREAU, pour prendre en compte la prolongation de l'autorisation jusqu'au 12 mars 2030 ;

Considérant que les conditions d'accueil de déchets inertes jusqu'au 12 mars 2030 ne sont pas modifiées et ne génèrent pas de nuisances supplémentaires ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres,

ARRÊTE

Article 1

La SA CARRIERES KLEBER MOREAU, dont le n° SIRET 025 780 321 00052 et dont le siège social est situé route de Niort 79310 MAZIERES-EN-GATINE, est autorisée à exploiter l'installation de stockage de déchets inertes située lieu-dit « Fief Mâlbâti » sur le territoire de la commune de Niort dont le n° SIRET 025 780 321 00193.

Article 2

La date d'échéance de l'autorisation indiquée article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral d'Enregistrement n° E218 du 4 janvier 2022 est modifiée. L'enregistrement est délivré jusqu'au **12 mars 2030**.

Article 3

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Niort et peut y être consultée ;

2°) un extrait dudit arrêté est affiché en mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux ;

3°) le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la Préfecture ;

4°) l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.


Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'Environnement).

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de Niort, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont une copie sera notifiée à la SA Carrières KLEBER MOREAU.

Niort, le 6 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER

